

Quelles suites pour les gilets jaunes ?

Par **vongola**, le 10/12/2018 à 20:41

Bonsoir, vous allez trop ça cons, mais l'actuel mouvement des gilets jaunes me stresse incroyablement. Je ne sais pas si c'est dû à mon jeune âge(22 ans), ou au fait que j'ai plutôt soutenu EM pendant les élections présidentielles, mais j'ai au fond de moi, le sentiment que cette histoire va mal se finir.

ça me stresse tellement que j'arrive plus à travailler, d'habitude les mouvements sociaux ne me concernent que trop peu, mais là, je sais pas y'a un truc. Vous pensez que ça peut se terminer comment ? Pour la démission de Macron moi j'y crois pas une seconde. Pour la possible motion de censure, pourquoi pas mais si c'est pour se taper une cohabitation pendant les 3 ans qu'ils restent à Macron, C'est chiant quoi, vue le climat actuel, ça va finir avec Lepen PM, Mélenchon. Mais en même temps j'ai peur que si le gouvernement ne trouve pas un moyen pour désamorcer la bombe, ça parte en gros bordel. Rien que ce matin en faisant mes courses j'ai été surpris de voir des rayons entiers vides! Et faut voir l'ambiance sur les réseaux entre ceux qui appellent sans aucune gêne au pillage, a cassé du policiers et à s'en prendre à ceux qui ne portent pas le Gillet jaune, c'est un tel niveau de violence. D'autant que pour des raisons qui me sont encore obscures il semblerait que les lycéens/étudiants commencent à vouloir aussi en découdre. Bref vous pensez que ce gros bordel va se terminer comment ?

Par **vongola**, le 10/12/2018 à 21:01

Ah oui et au passage vous avez pensé quoi de l'allocution ?

Par **Lorella**, le 10/12/2018 à 22:13

Bonsoir

J'ai écouté l'allocution du Président de la République et je trouve qu'il a annoncé des mesures concrètes pour augmenter le pouvoir d'achat :

- des salariés : augmentation du smic par le net, suppression des charges et impôt sur les heures supplémentaires, prime de fin d'année 2018 sans charges et impôt selon possibilité des entreprises

- des retraités : annulation csg pour les pensions inférieures à 2000 euros

A tout cela, s'ajoutent les mesures précédemment annoncées : annulation augmentation taxe carbone, annulation augmentation électricité gaz + aides à l'achat voitures, chaudière.

Tout cela dès janvier 2019.

Certaines personnes seront satisfaites, vont saluer les gestes et arrêter les manifestations.

D'autres vont dire que ce sont des mesurette et vont continuer à râler pour demander toujours plus.

Enfin d'autres ne cherchent qu'une chose : le chaos, la démission du Président de la République, du gouvernement, l'abolition des institutions, de la constitution.

A voir dans les jours à venir si le climat va s'apaiser, ce que j'espère.

Par **Xdrv**, le **11/12/2018** à **01:38**

Bonsoir,

S'agissant des gilets jaunes il convient de distinguer deux choses :

- des citoyens pacifistes qui montent à la capitale crier leur ras le bol, leur détresse économique et sociale, sans trop savoir comment s'y prendre car ils ne sont pas coutumiers de ces mouvements.

- des primates qui viennent tout saccager car il est plus facile de faire le dur quand on est 5000 contre 100 que 1 contre 1, qui viennent voler car la situation est incontrôlable étant donné le nombre d'individus répartis dans les villes.

Je reste convaincu que sans ces misérables casseurs rien n'aurait bougé. Laissez des Hommes assis sur un rond point manifester pacifiquement et les réformes vous allez les attendre en revanche la casse à répétition vient rendre l'intervention urgente pour faire cesser tout cela.

Dès lors et ce n'est que mon sentiment, sans ces casseurs que je ne cautionne pourtant pas du tout il n'y aurait à l'heure actuelle toujours pas de prise de parole du Président.

S'agissant de l'allocution du Président elle est très intéressante.

Déjà quand on commence son discours par "mais maman promis c'est pas ma faute y'avait aussi François et Nicolas" autant dire que c'est mal parti.

Pour la hausse du smic c'est en réalité la hausse de la prime d'activité ce qui diminue encore une fois considérablement le champ d'application de cette mesure.

Pour les pensions de retraite attention, ce n'est pas la CSG qui est annulée mais l'augmentation de cette dernière. C'est déjà ça me direz vous mais personnellement on ne m'a jamais fait de bien en me disant "je devais te taper mais je suis gentil je ne vais pas le

faire, sois content".

Pour les heures supplémentaires pourquoi pas, je trouve que c'est bien d'y être revenu.

Pour la prime de fin d'année elle n'est exonérée que pour cette année et n'est pas obligatoire, quelle bonne idée de proposer aux patrons de faire un cadeau à leurs employés quand ces derniers ont perdu 40% de leur chiffre d'affaire mensuel durant cette même période.

Canteloup, que je n'apprécie pas d'ordinaire, m'a arraché un sourire en vulgarisant une allocution dans laquelle le Président annoncerai des remises sur les travaux d'isolation, les voitures électriques etc. Je pense que la grande incompréhension est ici, les gens ne veulent pas 1.000€ pour changer une fenêtre mais 100€ pour manger.

Lorella je suis d'accord avec toi sur la morale de l'histoire, même si c'est insuffisant ça a au moins le mérite d'être déjà un peu. Quand bien même je pense que la solution miracle n'existe pas.

Vongola quand j'étais au lycée ils faisaient déjà des blocages pour contester tout et son contraire, ce mouvement n'est pas autonome et va cesser très vite.

Dans ma région les agriculteurs et ambulanciers souhaitent se greffer au mouvement, ce qui risque bien d'être plus durable que les lycéens

Par **Isidore Beautrelet**, le 11/12/2018 à 08:21

Bonjour

Déjà, je veux rassurer vongola, il ne faut pas avoir peur des gilets jaunes. Comme l'ont dit mes prédécesseurs c'est plutôt les casseurs qui sont dangereux.

Ensuite, je ne pense pas que les propositions de Macron mettront fin au mouvement.

J'ai vraiment l'impression que Macron a négligé les classes moyennes.

En effet, elles ne bénéficieront pas de la hausse du SMIC car elles gagnent plus.

L'addition des pensions d'un couple de retraité de classe moyenne dépasse toujours le nouveau plafond de 2 000 €.

C'est une grave erreur de la part du président car le mouvement des gilets jaunes est aussi un cri de colère des classes moyennes qui en ont marre d'être le dindon de la farce fiscale.

Il y avait pourtant une mesure qui aurait pu bénéficier à tous les gilets jaunes qu'ils soient étudiants, salariés, chômeurs ou retraités : une hausse des APL !

En outre, certains gilets jaunes qui bénéficieront d'une des propositions pourront toujours relever que leur gain en pouvoir d'achat est bien moindre que ce qu'ont gagnés les grandes fortunes qui ne paient plus d'ISF.

Et je ne sais pas si la lutte contre l'optimisation fiscale en faisant en sorte que tous les grands groupes français paient leur impôt en France et l'idée d'un impôt national sur les GAFA

suffiront à satisfaire les gilets jaunes. En effet, l'ISF a un impact psychologique tellement puissant !

Enfin et surtout, Macron a essentiellement parlé d'argent mais n'a presque pas mentionné la démocratie participative, si ce n'est [citation] la possibilité de voir les courants d'opinion mieux entendus dans leur diversité, une loi électorale plus juste, la prise en compte du vote blanc et même que soient admis à participer au débat des citoyens n'appartenant pas à des partis. [/citation]

Il n'a parlé que de possibilité et n'a rien évoqué de concret mise à part une éventuelle reconnaissance du vote blanc mais ce n'est pas la première fois qu'on entend cela.

On est loin de la demande d'instauration d'un référendum d'initiative populaire sur le modèle Suisse.

Cela était à prévoir puisqu'il y a une crainte des politiques de voir intervenir le peuple dans le processus législatif.

En résumé, certains gilets jaunes seront peut-être satisfaits mais le mouvement ne va pas s'éteindre. Les classes moyennes n'ont pas suffisamment été prise en compte.

Les mesures de justifications fiscales envisagées ne compenseront pas sur le plan psychologique la suppression de l'ISF.

Enfin, les gilets jaunes voudront toujours se battre pour obtenir une démocratie plus participative.

Bien évidemment il ne s'agit que de mon avis.

Par **Le**, le **11/12/2018** à **10:52**

De toute manière les gilets jaunes sont composés de différents courants

Ce qui l'a permis de devenir si populaire ce n'est pas tant une volonté de voir les dépenses sociales exploser que le niveau de taxation très élevé en France

Et c'est une réalité, notre pays est le 2ème pays le plus taxé d'Europe et bien plus que l'Allemagne, tradition française à logique redistributive.

En ce qui me concerne je suis partisan de déléguer davantage de pouvoir et de réformer le droit pour que les collectivités aient plus de droit car et la pratique nous le démontre les collectivités locales tiennent (par l'obligation de la loi aussi) leur budget tout aussi bien qu'un ministre à Bercy.

Parce que lorsque viennent les contraintes de services publics et d'économie, il n'y a pas mieux que le local pour rationaliser efficacement.

Par **Isidore Beautrelet**, le **11/12/2018** à **14:38**

Ce que vous dites n'est pas faux, mais je ne pense pas que cela satisferait les gilets jaunes. Ils veulent vraiment obtenir un référendum d'initiative citoyenne. Personnellement, ce ne serait pas une mauvaise idée. La seule problématique serait de déterminer le nombre de signatures nécessaire pour déclencher le référendum. Aussi ne pourrait-on pas exiger que le projet ou plutôt la proposition de référendum soit signé par un certain nombre d'élus. Cela permettrait aux élus locaux (commune, département région) de jouer un rôle plus important dans la démocratie. On pourrait par exemple partir sur 500 élus + 100 000 citoyens

Par **vongola**, le **11/12/2018 à 15:05**

Oui mais Isidore, un référendum pourquoi faire ? Pour ou contre le gouvernement, la réponse tout le monde la connaît déjà. Mais c'est l'après qui compte. Et l'après, c'est reparti pour des élections, et un président qui va de nouveau être impopulaire après 1-2ans. Ou s'il est aussi bon qu'Hollande 2 semaine après on demandera déjà sa démission

Par **Isidore Beautrelet**, le **11/12/2018 à 15:14**

Il ne s'agit pas de faire un référendum pour ou contre le gouvernement. Pour prendre l'exemple de la Suisse le référendum d'initiative populaire, permet à des citoyens de proposer :

- Une modification de la Constitution
- La création d'une loi nouvelle
- La modification d'une loi en vigueur.

Par **Le**, le **11/12/2018 à 18:25**

Tout à fait

Après le problème est la désinformation et les temps actuels.

Donc à mon sens instituer des référendums ne fonctionnera que dès lors qu'une véritable démocratie participative soit instituée préalablement.

Par **vongola**, le **11/12/2018 à 19:14**

Ah d'accord je n'avais pas compris la proposition dans ce sens. Mais du coup sur quoi porterait sur référendum ? Ou l'idée c'est de mettre en place un référendum citoyen et demander l'avis des français dès qu'une loi suscite l'intérêt ? Mais du coup Quid du de la nécessaire réforme du Parlement non ? Le sénat ne pourra pas y échapper cette fois-ci. Pour ce qui est de l'assemblée nationale, je ne suis pas forcément pour une réduction du nombre de parlementaire, mais je pense que la proportionnelle est maintenant indispensable. En

espérant que ça empêchera certains de ramener leurs survêtements de foot, et leurs plats de pattes dans l'hémicycle.

Après, je rejoins Le_Lorrain, le problème est aussi l'étendue des infos et le point de vue des gens. Par exemple, l'info selon laquelle l'Elysée sous l'impulsion de la première dame aurait demandé des travaux, a été repris par les Gilets jaunes, et tout le monde a cru que la décision a été prise pendant le conflit. Alors qu'elle avait été prise bien avant, et qu'une grande partie des travaux aurait été financé par la vente des produits dérivés de l'Elysée, ça en dit long sur l'état des comptes publics d'ailleurs.

Par **Isidore Beautrelet**, le **12/12/2018** à **07:52**

Bonjour

[citation] Mais du coup sur quoi porterait sur référendum ? Ou l'idée c'est de mettre en place un référendum citoyen et demander l'avis des français dès qu'une loi suscite l'intérêt ?
[/citation]

Le mieux serait le fonctionnement suivant :

Un citoyen a une idée de loi ou souhaite modifier une loi en vigueur.

Il postera son idée sur une plate-forme de l'Etat. Dès qu'il obtient le soutien de 100 000 citoyens, le sujet est transféré sur une autre plate-forme réservé aux élus. Dès qu'il obtient 500 soutiens, le gouvernement doit organiser un référendum. Si le oui l'emporte, le gouvernement sera autorisé à légiférer par voie d'ordonnance.

Je pense qu'un tel mécanisme empêcherait que des référendum farfelus puisse être votés.

Après il est vrai que l'initiateur d'un référendum serait bien souvent un politique. Le Pen, Mélenchon et consorts s'y donneront à cœur joie. Ils n'auraient aucun mal à obtenir les 100 000 soutien citoyen et auraient leur chance d'obtenir les 500 élus.

C'est pourquoi il serait plus prudent que tout référendum puisse faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité à priori en cas de victoire du oui

Qu'en pensez-vous ?

Par **stoddart**, le **12/12/2018** à **10:19**

Bonjour,

l'idée de l'ISF m'a toujours paru absurde. Qui pourrait accepter de payer 70% d'impôt quand n'importe quel pays offre bien mieux?

Qu'on le veuille ou non, dans un monde capitaliste, les pays sont devenus des marchands

devant attirer les plus riches avec une fiscalité avantageuse. N'importe quel riche (et cela concerne même ceux avec quelques millions uniquement) vont comparer les différentes fiscalités des pays, peser le pour et le contre, qualité de vie (avec tous ses aspects, école, infrastructure, possibilité d'entreprendre, etc) en échange d'une bonne fiscalité.

Pour avoir voyagé et avoir eu des sociétés dans plusieurs pays, chaque avocat fiscaliste rencontré voyait la France comme la bête noire économique, "La France, c'est l'extrême.". Rajouter à cela l'ISF, qui va venir ? Il faut rappeler que 10% des Français (les plus riches) paient 70% de l'impôt sur le revenu, qu'en plus de cela, un riche investi un minimum dans le pays dans lequel il habite, paye évidemment la TVA, etc. En bref, il vaut mieux les convaincre de venir par une fiscalité compétitive que de faire fuir tous ceux qui créent de la valeur.

Si la France avait de bonnes raisons d'avoir un impôt à 70%, les charges sociales les plus élevées au monde, impôt fonciers, locaux, cfe, etc en échange d'une qualité de vie vraiment bonne, mais c'est loin d'être le cas (et la tendance n'est pas à l'amélioration). Il n'y a pas à aller loin pour trouver mieux. On justifie cela par la Sécurité Sociale notamment, pourtant elle existe dans bien des pays et est loin d'être très coûteuse dans le privé. Une assurance santé au premier euro avec remboursement, au minimum, équivalent à la Sécurité Sociale, c'est 130 euros par mois.

Si on justifie les taxes et impôts en France par la redistribution, les aides sociales, etc, mieux que donner un RSA: donner du travail. Même si l'Europe ultra-libérale, si elle est un avantage par certains aspects, est aussi une menace: pourquoi une entreprise s'installerait en France alors que juste à côté, dans l'est de l'Europe, un salarié peut être payé 400 euros et faire le même travail? Pas de douane, de frontière, une mise en concurrence déloyale qui est pourtant un des principes de l'Europe.

Cordialement.

Par Isidore Beautrelet, le 12/12/2018 à 13:00

[citation]Même si l'Europe ultra-libérale, si elle est un avantage par certains aspects, est aussi une menace: pourquoi une entreprise s'installerait en France alors que juste à côté, dans l'est de l'Europe, un salarié peut être payé 400 euros et faire le même travail? Pas de douane, de frontière, une mise en concurrence déloyale qui est pourtant un des principes de l'Europe.
[/citation]

Je vous rejoins totalement !

Par vongola, le 13/12/2018 à 10:27

Bonjour, je trouve votre idée intéressante Isidore, mais tout cela nécessite une modification constitutionnelle il me semble non ? Du coup va falloir attendre que le Parlement s'y mette, avec la lenteur qu'on lui connaît, et que derrière le texte soit approuvé par référendum, je vois mal les gilets jaunes restant sur les ronds points pendant 1 ans.

Par **Isidore Beautrelet**, le **13/12/2018** à **10:47**

Bonjour

En effet, il va falloir réformer notre constitution.

Si Macron s'engage à introduire le référendum d'initiative citoyenne dans son projet de révision de la constitution, je pense que les gilets jaunes comprendront qu'ils ont obtenu gain de cause sur ce point et qu'il faudra attendre un certain temps avant que cela ne devienne effectif.

Le gouvernement devra faire preuve de pédagogie en soulignant qu'une révision de la constitution ne se fait pas en un jour.

Par **Chris / Joss Beaumont**, le **13/12/2018** à **14:53**

Introduire un référendum purement populaire, avec 700.000 signatures pour légiférer, comme le souhaitent les gilets jaunes?

Désolé mais, je ne laisserais pas mon pays sombrer sous des législations sorties tout droit de cervelles captivées par Jul, Nabilla, Hanouna ou autre intellectuels de notre époque...

Je pense que l'article 11 tel que modifié par la réforme de juillet 2008 offre déjà une opportunité suffisante à la population.

Une proposition de loi intéressante ne manquera jamais à mon sens d'émoustiller un député, logiquement représentant du peuple pour sa circonscription, qui pourra à sa guise et à la demande des citoyens, entreprendre de remplir les conditions posées par l'article 11 pour permettre de présenter la proposition de loi en des termes intelligibles.

Par **Isidore Beautrelet**, le **13/12/2018** à **17:16**

C'est quand même un peu extrême de réduire le peuple à Jul Nabilla et Hanouna

Pour l'article 11 [citation] Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales [/citation]

On voit que c'est le Parlement qui a la main mise sur le déclenchement du référendum. Un bon compromis serait d'admettre qu'un certain nombre d'élus soutenu par un certain nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales puisse organiser un référendum. Les maires et les présidents de département ou de région ne sont pas plus bêtes ni moins légitime que les députés et sénateurs.

Par **Chris / Joss Beaumont**, le **13/12/2018 à 18:40**

Réducteur en effet mais, je prenais le parti de parler du RIC sous la forme que propose les gilets jaunes et, en France, 700.000, c'est bien en dessous du nombre de fan d'Hanouna ou de Nabilla, je suis donc dubitatif.

Je ne pense pas qu'une majorité de Français soit suffisamment au fait de la politique, géopolitique, sociologie etc... pour pouvoir émettre des propositions de loi intelligibles et cohérentes sans ne remettre en cause en grande partie les normes européennes qui sont, et ça peu le savent au final, au dessus des normes internes.

D'où le fait que je considère qu'avoir un garde fou comme des parlementaires soit une nécessité, maintenant, les parlementaires ne sont pas les seuls compétents et j'aimerais que la doctrine soit plus largement mise à contribution lorsqu'il s'agit de légiférer.

Beaucoup souhaiterais par exemple que notre Code Civil redevienne ce qu'il était en 1804 dans sa qualité de rédaction.

Par **vongola**, le **13/12/2018 à 19:16**

Bonjour c'est le point que je voudrais soulever, même s'ils disent le contraire, les gilets jaunes sont loins de représenter la majorité des français. On voit bien d'ailleurs que le soutien commence à faiblir, j'ai vu un sondage passé sur RMC qui disaient que 51% des français commencent à en avoir marre du blocage, alors après un sondage en chasse un autre, mais je reste toujours convaincu que la majorité est toujours silencieuse. Ensuite, je rejoins Isidore je pense qu'il ne faut pas réduire les gens à ce fou de Cyril Hanouna, même si étrangement c'est l'animateur qui leur donne le plus la parole. Pour ce qui est de la complexité législative, il ne faut pas oublier que nous avons eue une nouvelle majorité essentiellement composée de gens issus de la société civile, et si eux ont réussi à pondre des textes à peu près convenables pourquoi d'autre n'y arriverait pas. Un professeur de lycée n'est pas plus bête qu'un cadre devenu député. C'est sûr qu'il y'aura des projets absurdes, mais je pense que le plus important c'est qu'il faut que les gens aient l'impression de participer au jeu démocratique, et non plus seulement le subir.

Par **Isidore Beautrelet**, le **14/12/2018 à 08:03**

Bonjour

[citation] Pour ce qui est de la complexité législative, il ne faut pas oublier que nous avons eue une nouvelle majorité essentiellement composée de gens issus de la société civile, et si eux ont réussi à pondre des textes à peu près convenables pourquoi d'autre n'y arriverait pas. [/citation]

Tout à fait !

Je n'y avais même pas pensée.

Voici la liste des référendum d'initiatives populaires qui ont eu lieu chez nos voisins Suisse.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_initiatives_populaires_f%C3%A9d%C3%A9rales_en_Suisse

On constate qu'il y en a beaucoup qui n'ont finalement pas été organisé.

Ensuite, il y en a eu très peu où le oui l'a emporté.

Enfin et surtout, à première vue il n'y a pas eu trop de thématique loufoque.

Bien au contraire, à titre d'exemple l'adhésion de la Suisse à l'ONU résulte d'un référendum d'initiative populaire organisé le 6 mars 2000 où le oui l'a emporté.

Idem pour l'interdiction des OGM (Référendum en 2003).